

INTERVIEW

La CGTR ambitionne un grand mouvement social en 2015

Affaiblie par le départ de ses responsables du Sud dans le courant de l'année et minée par une crise interne, la CGTR affiche un bilan 2014 mitigé. Ce qui ne l'empêche pas de préparer 2015 et d'imaginer un grand mouvement de contestation sociale. Interview de Max Banon, secrétaire général de la CGTR région Sud.

Courrier recommandé, lettre au Medef... N'avez-vous pas manqué de fair-play envers l'UR 974, vos anciens camarades qui ont quitté la CGTR dans le courant de l'année ?

Pas très fair-play, c'est vous qui le dites. On est dans nos droits. On s'est quitté sur une situation très conflictuelle. Quand ils ont fait leur congrès, ils ne nous ont contactés à aucun moment. Ils ne nous ont jamais dit qu'ils ne voulaient plus faire partie de la CGTR. On a appris ça par la presse. Vous parlez de fair-play, mais ce sont eux qui n'ont pas joué le jeu.

La justice a quand même légitimé l'existence de l'UR 974 !

La justice a sa lecture du dossier. Avec nos juristes de la CGTR et notre avocat, nous continuons à examiner l'affaire sur le fond. D'autres syndicats font la même chose que nous.

Désormais, vous reconnaissez l'existence de l'UR 974 ?

La justice a retenu le principe de désaffiliation pour reconnaître son existence. Mais il y a des lois qui définissent la représentativité d'un syndicat. Et nous nous en tenons à ces lois.

Ceci dit, nous ne ferons pas d'autre recours. Il existe une seule procédure actuellement. Nous voulons que le tribunal tranche sur la question du patrimoine et de la trésorerie pour un montant d'environ 50 000 euros. Les adhérents doivent aussi savoir qui est qui. Mais je ne gâcherai pas toute mon énergie dans ces procédures. Les travailleurs attendent des syndicats qu'ils soient rassemblés et qu'ils organisent des grands mouvements sociaux.

C'est ce que vous envisagez pour 2015, un grand mouvement de contestation sociale ?

Oui. La situation économique et telle qu'il faut une mobilisation de toute la population réunionnaise. Nous devons arriver avec des propositions concrètes. En 2009, le Cospar était porteur de beaucoup d'espérance. On a aussi engrangé des résultats comme la prime Cospar, le RSTA, le prix de la bouteille de gaz... Ça veut dire que quand la population se met en marche, on débloque les moyens pour les aider. Ce mouvement doit être responsable et maîtrisé, mais combatif. Il devra s'étaler dans le temps et ne pas durer une ou deux journées.

Sur quelles revendications porterait-il ?

Le problème numéro un, c'est l'emploi. Le bâtiment annonce entre 3000 et 5000 licenciements. On ne peut pas laisser les choses en l'état. Le gouvernement a sa part de responsabilité. Il y a de grandes batailles à mener. On manque de logements, or, on sait que chaque logement construit équivaut à 1,5 emploi. Il y a aussi le respect des conventions collectives, la question des



Max Banon ne nie pas la crise que traverse la CGTR. "Nous devons aller à la rencontre de nos adhérents" pour mieux renouer le contact. (Photo LLY)

salaires... Le gouvernement a accordé quelques centimes mais n'a pas donné de véritable coup de pouce au Smic. Il porte une grande responsabilité dans la détérioration du climat social.

Pourtant, la CGT a ouvertement appelé à voter Hollande en 2012 !

J'ai moi aussi voté François Hollande au 2^e tour et je suis déçu, bien sûr. On attendait du changement et une autre politique sociale. Maintenant, il y a des échéances qui arrivent en mars 2015. Je pense qu'il faut sanctionner cette politique d'austérité.

Mais que peut faire un syndicat sur la question de l'emploi ? Vous n'avez pas empêché son augmentation au cours des dernières années...

Nous avons la capacité à mobiliser les salariés. Dans le Sud, nous allons lancer un sondage auprès de chaque entreprise où nous sommes présents. Nous voulons savoir combien il y a de CDD, de CDI et combien d'emplois il manque. Le syndicat peut aussi mener un combat en alertant le gouvernement, les élus... Il y a sans doute des mesures spécifiques à prendre dans un département qui compte 30% de chômeurs. Il faut réfléchir autrement. Il y a des tabous à faire tomber. Si on ne relance pas la consommation, il n'y aura pas de création d'emplois.

Les syndicats ont de plus en plus de mal à mobiliser. Pourquoi ?

C'est de plus en plus dur parce que, par manque de perspective, les gens ne croient plus à grand-chose. Pas plus aux politiques qu'aux syndicats. Ça veut dire qu'on doit redescendre sur le terrain pour rediscuter avec eux. Nous devons être une force de proposition pour répondre aux enjeux sociaux.

Sur le chômage par exemple, que propose la CGTR ?

Pourquoi ne pas réfléchir à un Smic plus élevé ? Il y a quelques années, un rapport a été fait sur la vie chère dans l'Outre-mer. Son rédacteur avait proposé un Smic spécial pour les Outre-mer. C'est une piste à ne pas négliger, même si je suis conscient des difficultés que ça représenterait pour les très petites entreprises. Il faut étudier la question.

Quel bilan tirez-vous des dernières élections professionnelles ?

La CGTR s'en sort plus ou moins bien. Dans la santé, il faut être clair, c'est un échec. Dans les collectivités, on ne s'en sort pas trop mal mais on aurait pu faire mieux. Même chose dans la fonction publique. Le bilan de ces élections, c'est que la CGTR doit entamer une rénovation de fond sur son fonctionnement et sur sa proximité avec les salariés. Nous devons revoir nos contacts avec nos adhérents et nos militants. On traverse une crise. Chacun cherche les solutions. Ce n'est pas facile.

Quelle est l'origine de cette crise ?

Nous subissons une crise globale. Mais nous ne sommes pas les seuls à la Réunion ou au niveau national. Nous sommes dans une période où le syndicalisme est face à une nouvelle donne. Il faut être réactif et mieux comprendre la réaction de la population et des jeunes en particulier.

Est-ce que la CGTR ne s'est pas embourgeoisée, tout simplement ?

Le terme n'est pas bon. Mais nous devons être davantage sur le terrain, faire plus de formation syndicale et économique pour mieux comprendre notre environnement. Nous devons avoir le courage de reconnaître nos erreurs et les dysfonctionnements qui existent pour les corriger.

Ivan Hoarau vient d'être réélu à la tête de la CGTR. Est-ce la bonne personne pour mener cette rénovation ?

Ivan a beaucoup donné au monde syndical. C'est quelqu'un qui a une grande expérience des dossiers économiques et sociaux. Le renouvellement de son mandat est aussi dû à nos problèmes internes. Il a voulu rester pour donner un coup de main, faire encore des sacrifices pour redresser la barre. Sans ces problèmes, je pense qu'il aurait accepté une nouvelle candidature.

Propos recueillis par Jean-Philippe Lutton
jplutton@jir.fr

“ Les gens ne croient plus à grand-chose. Pas plus aux politiques qu'aux syndicats ”

2015 : NOUVELLE VOIE QUI S'OUVRE À VOUS.

La Caisse d'Épargne vous présente ses meilleurs vœux.

CAISSE D'ÉPARGNE
PROVENCE-ALPES-CORSE-LA REUNION

LA BANQUE. NOUVELLE DÉFINITION.